Une victoire en République tchèque de Jiří Drahoš contre Miloš Zeman ce week-end à l'élection présidentielle confirmerait la tendance observée ces dernières années en Europe centrale : le choix pour présidents de personnalités consensuelles et « mainstream » face aux ténors souvent populistes de leurs gouvernements. Les exemples slovaque, roumain et – dans une moindre mesure – polonais étayent cette idée.

Les campagnes et résultats des élections présidentielles dans les différents pays d'Europe centrale reflètent beaucoup plus nettement encore que ceux des élections législatives le ras-le-bol des électeurs, tout à la fois exaspérés par les disputes et luttes d'influence entre les différents partis et lassés des scandales de corruption et autres affaires judiciaires. Il est vrai que, dans la majorité des cas, de la Pologne à la Bulgarie – où la corruption endémique et la coalition gouvernementale entre conservateurs et extrême droite ont interpellé nombre d'observateurs lorsque celle-ci a hérité de la présidence tournante de l'Union européenne en début d'année -, en passant par la Hongrie, la Roumanie, et dans une moindre mesure la Slovaquie et la République tchèque, le tableau de l'état de la scène politique dans la région est rarement flatteur.

Comme l'a confirmé le déroulement du premier tour de l'élection du président tchèque, les 12 et 13 janvier, les électeurs s'identifient davantage aux différents candidats, à leur histoire et aux valeurs qu'ils sont supposés incarner, comme, inversement, ils rejettent plus facilement ceux dont les profils ou les parcours ne les convainquent pas. Le cas de l'ancien Premier ministre conservateur Mirek Topolánek (2006 – 2009), qui a dû se contenter de 4 % des suffrages, illustre parfaitement cette analyse. Incarnation à lui seul des maux qui minent la classe politique tchèque depuis la fin du régime communiste, Mirek Topolánek, dont le gouvernement censuré par les députés avait chuté en pleine présidence tchèque de l'UE en 2009, est retourné à ses affaires dans les projets énergétiques la queue entre les jambes.

> « Après des années de crise économique et politique, les électeurs voudraient désormais voir, ne serait-ce que dans l'exercice des fonctions de chef de l'Etat, des personnalités moins controversées, au leadership plus consensuel, ouvertement orientées vers l'Ouest ».

Le modèle de l'élection d'une figure populaire fonctionne dans une certaine mesure également lors des législatives en Slovaquie, où, compte tenu de la faible population (5 millions d'habitants), le pays ne constitue qu'une seule et même circonscription électorale. Chaque parti ne compose donc qu'une liste de candidats avec à sa tête un leader ; ainsi les électeurs ont le sentiment de participer à une

élection plus personnelle semblable à une présidentielle.

Seulement voilà, après des années de crise économique et politique, les électeurs voudraient désormais voir, ne serait-ce que dans l'exercice des fonctions de chef de l'Etat, des personnalités moins controversées, au leadership plus consensuel, ouvertement orientées vers l'Ouest. La majorité des partis ne disposant cependant pas dans leurs rangs de représentants répondant à ces critères, les électeurs se tournent naturellement vers des candidats dont les profils font davantage l'unanimité. En République tchèque, les scores réalisés par l'ancien diplomate Pavel Fischer (10,2 %), l'homme d'affaires et musicien Michal Horáček (9,1 %) et le médecin Marek Hilšer (8,8 %), autant de candidats autoproclamés « anti-Zeman » arrivés respectivement en troisième, quatrième et cinquième positions, le confirment.

« Le résultat somme toute décevant réalisé par Miloš Zeman (38,5 %) et les grandes chances de Jiří Drahoš (26,6 %) au second tour constituent une tendance à laquelle nous avons déjà assisté lors des élections en Slovaquie et en Roumanie. Les gens sont fatigués de l'exercice expressif, mais surtout trop vulgaire et conflictuel, des fonctions présidentielles. Ils préfèrent miser sur un modèle plus serein, celui en quelque sorte d'un ombudsman qui n'est affilié à aucun parti politique », estimait Mateusz Gniazdowski, directeur-adjoint du think tank polonais OSW, qui suit la situation en Europe centrale, en début de semaine dernière dans le quotidien tchèque Hospodářské noviny.

Kiska a montré la voie

Les Slovaques ont vécu l'expérience en 2014. L'homme d'affaires et philanthrope Andrej Kiska avait d'abord entrepris, deux ans durant, une grande tournée aux quatre coins du pays. Néanmoins, même lorsque la côte de ce centriste euro-enthousiaste sans parti avait grimpé dans les sondages à la fin de l'année 2013, peu de monde croyait en ses chances de menacer le Premier ministre social-démocrate Robert Fico, candidat lui aussi à la magistrature suprême.

La différence, quelques mois plus tard, à l'issue du premier tour entre le vainqueur Robert Fico et le deuxième, Andrej Kiska, n'avait pourtant été que de quatre points. C'est donc finalement sans surprise ou presque que ce dernier, bien que novice dans le monde de la politique, l'avait nettement emporté au second tour en recueillant près de 60 % des suffrages. Tandis que Fico, qui avait basé l'essentiel de sa campagne sur le rejet des migrants, avait atteint les limites de son potentiel électoral, les partisans des autres candidats battus au premier tour avaient reporté leurs voix majoritairement sur Andrej Kiska, exprimant ainsi d'une certaine manière leur lassitude de la politique clivante menée par le chef du gouvernement.

L'exemple aussi de la Roumanie

Le scénario slovaque du printemps n'était pas resté isolé dans la région. Dans un contexte certes différent, il s'était répété en Roumanie à l'automne. Le leader des sociaux-démocrates alors à la tête du gouvernement, le populiste Victor Ponta, empêtré dans divers scandales de corruption qui lui ont finalement coûté ses fonctions en juillet 2015, s'était lui aussi porté candidat à l'élection

présidentielle. Bien que présenté comme le grand favori du scrutin, il avait été contraint – comme donc Fico quelques mois plus tôt – de reconnaître sa défaite, battu par Klaus Iohannis, maire très apprécié de la ville de Sibiu (dans le centre-ouest du pays) et ancien professeur de physique issu de la minorité des Saxons de Transylvanie. Arrivé en deuxième position au terme du premier tour avec un score de 30 %, derrière Victor Ponta qui avait totalisé 40 % des suffrages, Klaus Iohannis, qui avait été désigné « personnalité de l'année pour une Roumanie européenne » en 2005 par l'organisation Eurolink – Maison de l'Europe, avait profité au second tour de la mobilisation et de la hausse de la participation, notamment chez les jeunes, pour être élu avec 54 %.

Toujours au pouvoir depuis, les sociaux-démocrates roumains, qui ont poussé leur Premier ministre Mihai Tudose à la démission la semaine dernière, mènent actuellement une offensive contre la justice dont ils aimeraient pouvoir prendre le contrôle à la manière des conservateurs en Pologne. Ces mêmes sociaux-démocrates, héritiers de l'ancien Parti communiste, souhaitent également assouplir les strictes mesures anti-corruption instaurées dans un passé récent. Et peut-être parviendraient-ils à leurs fins si justement le président Iohannis et la cour constitutionnelle, soutenus par les dizaines de milliers de personnes manifestant dans les rues, ne les en empêchaient pas.

En 2015, l'actuel président polonais Andrzej Duda s'était retrouvé dans une situation similaire. C'est lui qui figurait alors en tête du peloton des adversaires de Bronisław Komorowski, le peu charismatique président sortant soutenu par le gouvernement.

Prétendant être le président de « l'entente nationale », Komorowski s'était reposé sur ses certitudes d'homme rompu aux affaires politiques contre un Duda inconnu du plus grand nombre et candidat, lui, de conservateurs alors encore dans les rangs de l'opposition. Ce dernier, comme Kiska en Slovaquie, avait alors parcouru les régions du pays pour conquérir, les unes après les autres, les voix de Polonais dont il s'est finalement avéré qu'ils étaient désireux d'un changement marquant. Andrzej Duda s'était habilement servi de l'image de Bronisław Komorowski, à savoir celle d'un président usé et maintenu au pouvoir par un gouvernement impopulaire miné par les scandales.

Les attentes et la réalité

Des problèmes se posent toutefois quand les électeurs de ces nouveaux présidents s'aperçoivent que ceux-ci sont dans l'impossibilité, pour diverses raisons, de répondre à leurs attentes préélectorales. Qu'il s'agisse de la Slovaquie, de la Roumanie ou de la Pologne, le chef de l'Etat dispose, compte tenu de la répartition des pouvoirs, d'un éventail d'instruments relativement limité pour influencer la vie politique du pays, le maître-mot revenant pour l'essentiel, dans chacun des trois cas – et comme en République tchèque – au gouvernement. En Slovaquie, Andrej Kiska a d'ailleurs fait l'objet de vives critiques pour ne pas s'être engagé suffisamment dans la réforme nécessaire de la justice.

Andrej Kiska et Klaus Iohannis ne disposent du soutien d'aucun grand parti et il est d'ailleurs probable que ni l'un ni l'autre ne brigueront de second mandat lors des prochaines élections.

Inversement, Andrzej Duda a dû se débarrasser de l'étiquette de marionnette du chef de Droit et Justice, Jaroslaw Kaczyński. L'été dernier, le locataire du palais Koniecpolski à Varsovie a même fait de la résistance à son parti-mère en mettant son veto à deux lois controversées sur la réforme de la justice. Et même si les deux textes en question ont finalement bien été adoptés par les députés en fin d'année dernière, plaçant ainsi les institutions juridiques sous la dépendance des élus, Kaczyński et avec lui l'ensemble des dirigeants polonais ont appris qu'ils devaient désormais tenir compte des positions et de la nouvelle influence du président. Entre l'octroi d'un nouveau quinquennat au prorusse Miloš Zeman proche du Premier ministre populiste Andrej Babiš ou le choix de la nouveauté avec un Jiří Drahoš qui a affirmé qu'il refuserait, s'il l'emportait, de confier la formation du prochain gouvernement à un homme poursuivi en justice, c'est là un des enjeux majeurs de l'élection en République tchèque aussi.

Photo d'illustration : Andrej Kiska à Budapest en 2016 (Kovács Tamás, MTI)